

Dans l'immédiat, en attendant mieux



Cela fait des décennies que l'école est noyée dans les idéologies. Pas seulement du fait qu'elle est effectivement l'école de l'État (voir les chroniques suivantes). Elle a toujours été attaquée par les groupes et factions politiques (en particulier de droite et d'extrême droite) qui veulent ouvertement qu'elle défende et instille... leur idéologie. L'odeur nauséabonde qui déjà empestait l'affaire Freinet en 1933, flotte à nouveau en 2014 au moindre prétexte truqué¹.

Cela fait plus de cinquante ans que je côtoie les enseignants de toute sorte. Je peux affirmer que dans leur quasi-totalité leur seule préoccupation est celle des apprentissages. Ce qui leur pose problème, ce sont bien les apprentissages, leurs processus et les conditions nécessaires qui les permettent.

Que ces processus et leurs conditions que l'on cerne mieux depuis quelques années troublent tout le monde, surtout et justement les idéologues, c'est incontestable. Ce n'est pas la façon dont les enfants apprennent **réellement** qui est idéologique, c'est la façon dont on voudrait qu'ils apprennent et ce qu'on voudrait qu'ils apprennent qui transfère à l'école les fantasmes sociétaux des uns et des autres². Lorsque par exemple cinq ans d'observations et d'évaluations continues ont montré que dans l'école Freinet de Mons en Baroeul l'échec scolaire et la violence étaient très notablement réduits, tous les yeux s'en sont détournés. C'était trop ennuyeux ! On peut affirmer que ce ne sont pas les apprentissages qui préoccupent réellement ceux qui fustigent tout petit changement dans l'école, qui refusent systématiquement que d'autres approches sont possibles et plus efficaces pour tous les enfants. L'idéologie n'est pas là où on la situe.

Parce que ce qui est subversif, c'est justement comment les enfants apprennent et se construisent.

Mais je veux bien admettre qu'il y a le poids des représentations, celui des opinions qui ne se forgent pas sur des faits avérés ou qui ignorent les faits avérés. Les batailles à propos des méthodes ne sont que des batailles d'opinion, des polémiques dont quelques-uns se régalerent... et en font une profession lucrative.

Je veux bien admettre qu'enseignants, comme parents, comme la population, voire comme les dirigeants, puissent être dans une incertitude. La seule certitude acquise et qui peut être partagée, c'est celle de l'incertitude.

Ce qui s'est dégagé au cours du siècle dernier c'est qu'il y a deux grandes approches des apprentissages. L'approche traditionnelle qui date du ratio-studiorum des Jésuites (1598) et l'approche dite moderne (pédagogies actives, coopératives, Freinet, Montessori... école du

¹ Référence aux rumeurs colportées en 2014 sur la théorie du genre qui serait enseignée à l'école publique, de livres sur l'homosexualité qui y seraient diffusés, etc.

² Il n'échappe à personne que ce sont bien des partis politiques dont l'idéologie est fortement marquée qui réclament le retour à une école ultra-traditionnelle. Ce ne sont certes pas leurs connaissances des processus des apprentissages qui les guident.

3ème type). Elles sont fondamentalement différentes et ne se panachent pas l'une avec l'autre. Ce panachage est d'ailleurs un des problèmes de l'école dans des réformes qui n'arrivent ni à prendre un sens, ni à faire l'unanimité.

Il suffirait d'abord de connaître, faire connaître ces deux approches, admettre qu'elles existent. L'ignorance de la population, des parents, parfois des enseignants, est assez étonnante. Chacun en sait beaucoup plus sur les maladies, le cancer, la santé, l'alimentation, l'agriculture biologique, les pesticides... que sur les façons dont leurs enfants apprennent ou peuvent apprendre.

Ce travail d'information, ce serait d'abord au ministère de l'Education nationale de le faire. Après tout, lui non plus ne sait pas dans quelle approche il faudrait qu'il engage l'école. Accepter et reconnaître l'incertitude n'est pas une preuve d'incompétence.

Ensuite, il est encore impossible d'empêcher qu'il y ait des opinions et des convictions divergentes. Pas seulement à propos de la façon dont se réalisent les apprentissages, mais aussi dans le comment chacun voudrait que ses enfants soient à l'école : de plus en plus nombreux parents aspirent à ce que leurs enfants s'y épanouissent, y soient dans le bien-être. D'autres, encore nombreux, veulent qu'ils y soient soumis à la rigueur, à la compétition, pensant que c'est ainsi que leurs enfants tireront leur épingle du jeu. Education spartiate contre éducation athénienne. Cette divergence risque de durer encore longtemps ce d'autant qu'elle relève bien, elle, d'un choix plus ou moins inconscient de société, au moins philosophique si ce n'est idéologique. C'est l'impasse dans laquelle se trouve le service public de l'Education nationale.

Alors, il suffirait que, dans l'immédiat, le système éducatif offre le choix de l'une ou l'autre de ces approches à tous les parents sur tout le territoire. Il existe ce choix, mais seulement pour les privilégiés qui peuvent mettre leurs enfants dans une école privée (école privée ultra-traditionnelle ou école privée Montessori par exemple). Il n'y aurait même pas à mettre ces deux approches en concurrence, à évaluer et à comparer des « résultats » dont on pourrait mettre les chiffres dans des tableaux : pourquoi ne pas faire confiance à l'appréciation des parents dont on ne peut mettre en doute leur souci du devenir de leurs enfants, quels qu'ils soient. C'est le temps, les constats qu'il permettra, qui, plus ou moins rapidement, fera aboutir enfin un consensus aujourd'hui impossible.

Quel danger cela représenterait pour la Nation ? Rupture de l'égalité ? On ne cesse de constater et de dire que l'école publique uniforme accentue les inégalités. Accentuer les clivages entre la population, les catégories sociales ? Je ne pense pas que ce serait pire que lorsque l'État accepte et finance une école privée confessionnelle sans que cela ne choque personne. Craindre que les parents soient incapables de faire des choix raisonnés ? Ils ne sont plus les illettrés d'autrefois (grâce à l'école même critiquable !) et les choix ne dépendent que de l'information dont ils disposeront. C'est vrai que tout choix implique un risque, l'école uniforme évite d'avoir à le prendre. Mais comment peut-on demander aux parents d'être plus responsables quand on les empêche d'avoir à prendre la moindre responsabilité ?

Il incomberait simplement à l'État de veiller à l'égalité des moyens, au respect d'un certain nombre de principes dont celui de la laïcité, du respect des personnes et de l'absence d'endoctrinements quelconques. Il lui suffirait de s'assurer que l'objet des activités des écoles sont bien les apprentissages ou la construction des langages nécessaires à l'autonomie de futurs adultes dans une société qui les nécessitent, mais il n'aurait pas à imposer la façon dont ils se réalisent.

Il lui incomberait d'inclure dans la formation des enseignants les diverses possibilités d'approcher les apprentissages, sur quoi elles se fondent et les pratiques qu'elles induisent. La fameuse liberté pédagogique pourrait alors s'exercer dans le choix, par les professeurs, des écoles caractérisées par une des deux approches choisies, elles aussi, par les parents.

Chaque école y gagnerait en cohérence, en quiétude, et le partenariat famille/école pourrait devenir réalité.

Est-ce trop simple ? Quels grands principes républicains ou démocratiques cela heurterait ? Les programmes politiques, même de gauche, ne savent que dire à propos de l'école « *Création d'un grand service public laïque et unifié de l'Education Nationale* », ce qui ne veut pas dire grand-chose et n'aborde en rien sa finalité ni comment elle se réalisera. Un fourre-tout avec quelques déclarations qui se gardent bien de remettre en cause ce qui a fait l'école actuelle et produit ce qu'elle produit. D'ailleurs c'est bien cela le problème, exemple : tout le monde s'accorde sur le fait de respecter les rythmes des enfants... et personne ne sait quoi faire pour que cela soit effectif dans la conception actuelle, et de l'école tayloriste, et des apprentissages ou de la transmission des savoirs (lesquels ?).

Alors,

en attendant que l'on s'accorde pour fixer une seule finalité à l'école qui soit hors des idéologies, hors de la fonction d'alimenter la machine économique en travailleurs répartis et préparés par l'école (voir chroniques suivantes),

en attendant que l'on admette que tous les enfants ont les mêmes potentialités mais que leurs développements dépendent des conditions dans lesquelles on les place (ou plutôt où on les enferme),

en attendant qu'un consensus se fasse sur « comment, pourquoi, dans quelles conditions on apprend »,...

pourquoi le service public de l'Education nationale ne proposerait pas à ses usagers obligatoires (ou captifs) le choix sur tout le territoire entre les deux grandes approches reconnues ?

C'est simple... en attendant mieux !

